

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60350

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

DIETMAR HÜSER

CHARLES DE GAULLE, GEORGES BIDAULT, ROBERT SCHUMAN
ET L'ALLEMAGNE 1944–1950
CONCEPTIONS – ACTIONS – PERCEPTIONS¹

„France has not – and will not have for several years – the material resources of a great power. ... Because of this France is condemned, not passively to submit to her fate, like the satellite countries, nor to choose her fate in sovereign independence, like the Great Powers, but to experience internal dissensions inevitable in an intermediate position. France neither chooses nor submits, she adapts herself, she feels her way and draws what profit she can from the margin of liberty allowed her by geography and history.“²

Jusqu'à nos jours la perception des politiques allemandes respectives des trois protagonistes français entre 1944 et 1950 reste imprégnée des actions menées, même dans des domaines autres que l'Allemagne, dans les années 50 et 60 ainsi que des traces laissées dans la mémoire collective des Français. Malgré quelques infléchissements ces derniers temps³, elle continue de dominer, dans une large mesure, l'historiographie et les médias des deux côtés du Rhin ce qui mérite une réflexion plus approfondie: Charles de Gaulle, président du gouvernement provisoire jusqu'au 20 janvier 1946, grand réconciliateur franco-allemand en 1958, vraiment le Général Foch bis en 1944/45 tant de fois décrit? Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères de la Libération à juillet 1948, farouchement pro Algérie française et pilier de l'OAS pendant la »guerre sans nom«, vraiment un nationaliste traditionnel anti-allemand au dé-

- 1 Version annotée d'une conférence tenue le 18 novembre 1993 à l'Institut Historique Allemand, Paris. Les références se limitent au strict nécessaire. Pour les détails nous renvoyons à notre thèse »Frankreichs ›doppelte Deutschlandpolitik‹. Dynamik aus der Defensive – Planen, Entscheiden, Umsetzen in gesellschaftlichen und wirtschaftlichen, innen- und außenpolitischen Krisenzeiten 1944–1950, Berlin 1996.
- 2 Raymond ARON, Reflexions on the foreign policy of France, dans: International Affairs 21 (1945) p. 437–447 (443).
- 3 Pour nos trois protagonistes, cf. Institut Charles de Gaulle (Éd.), De Gaulle en son siècle, t. V: L'Europe, Paris 1992; Reinhard SCHREINER, Bidault, der MRP und die französische Deutschlandpolitik 1944–1948, Francfort/M. 1985; Georges-Henri SOUTOU, Georges Bidault et la construction européenne 1944–1950, dans: Revue d'histoire diplomatique 105 (1992) p. 267–306; Raymond POIDEVIN, Robert Schuman. Homme d'État 1886–1963, Paris 1986. Pour les premières voies tracées d'une réinterprétation de la politique française vis-à-vis de l'Allemagne vaincue, cf. Rainer HUDEMANN, Sozialpolitik im deutschen Südwesten zwischen Tradition und Neuordnung 1945–1953. Sozialversicherung und Kriegsopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik, Mayence 1988 ainsi que Martina KESSEL, Westeuropa und die deutsche Teilung. Englische und französische Deutschlandpolitik auf den Außenministerkonferenzen 1945–1947, Munich 1989. Et pour des indications bibliographiques plus exhaustives et pour la distinction entre les prises de position respectives, cf. Dietmar HÜSER, Frankreich, Deutschland und die französische Öffentlichkeit 1944–1950. Innenpolitische Aspekte deutschlandpolitischer Maximalpositionen, dans: Stefan MARTENS (Éd.), Vom »Erbfeind« zum »Erneuerer«, Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg, Sigmaringen 1993, p. 19–64 (21–23).

but de la IV^e République? Robert Schuman, son successeur au Quai d'Orsay, Lorrain catholique, père de l'Europe supranationale, vraiment précurseur d'une nouvelle politique allemande créative en 1948?

L'essentiel, pour notre propos, réside dans la quasi-généralisation d'une image négative et destructive de la politique allemande des deux premiers, d'une image positive et constructive de celle du dernier. Mais au fond, cette répartition partielle de noir et de blanc, véhiculée par la plus grande partie des manuels existants, donc par les principales courroies de transmission de l'enseignement historique comme de l'instruction civique, correspond-elle tout à fait à la réalité de la période concernée? Rien n'est moins sûr ...

Pour répondre aux questions posées il faut, dans un premier temps, mettre en lumière les structures dans lesquelles s'intègrent les façons d'agir des décideurs en politique allemande entre la Libération et le plan Schuman. Bien que, cette fois, l'accent soit mis plutôt sur les responsables politiques et non pas sur les forces profondes, il semble néanmoins indispensable d'en faire quelques observations⁴.

Dans un deuxième temps, il convient de dégager, dans le cadre général des interactions entre politique intérieure et politique extérieure, les idées et les actes de nos trois protagonistes vis-à-vis de l'Allemagne d'après-guerre et de les confronter avec les images reçues. L'objectif serait, d'une part, de déduire le grain de vérité que comprend chaque mythe et, d'autre part, d'élucider les aspects ne correspondant pas à la complexité de la réalité historique telle qu'elle se présente à la lumière des archives disponibles et accessibles⁵.

Enfin, dans un dernier temps, il importe de s'interroger sur l'impact d'une telle réévaluation sur l'interprétation traditionnelle de la politique allemande française de 1944 à 1950. A-t-elle reposé, au départ, sur une approche uniquement destructive et revancharde, sans égard aux expériences de l'entre-deux-guerres? A-t-elle changé de

4 Cf. en français Pierre RENOUVIN, Jean-Baptiste DUROSELLE, Introduction à l'histoire des relations internationales, Paris 1964 ainsi que Jean-Baptiste DUROSELLE, Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales, Paris 1982. Seront désignés comme « décideurs » ou « acteurs » tous ceux, hommes politiques, hauts fonctionnaires ou technocrates, qui prenaient part au processus décisionnel en matière allemande et avaient prise sur les conceptions, les instructions et les réalisations de la France vis-à-vis de l'Allemagne d'après-guerre. Il s'agit donc des « élites politiques » et des « élites administratives », et non pas des « élites d'intérêt » ou des « élites de communication », selon la distinction classique entre quatre types d'élite en politique étrangère par Gabriel A. ALMOND, *The elites and foreign policy*, dans: James N. ROSENAU (Éd.), *International politics and foreign policy, A reader in research and theory*, New York 1961, p. 268–272. Pour la mise en pratique de ces approches théoriques, cf. Marlies G. STEINERT, *La décision en matière de politique étrangère. Un essai sur l'utilisation des théories pour l'étude des relations internationales*, dans: *Relations internationales* 41 (1985) p. 69–82.

5 Il s'agit, entre autres, des fonds aux Archives d'Histoire Contemporaine (FNSP-AHC), aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AMAE), aux Archives Nationales (AN), aux Archives d'Occupation Française en Allemagne et en Autriche (AOFAA), à la Division des Archives du Sénat (DAS), à l'Institut Pierre Mendès France (IPMF), à l'Office Universitaire des Recherches Socialistes (OURS), au Service des Archives de l'Assemblée Nationale (SAAN), au Service des Archives du Ministère de l'Économie et des Finances (SAEF) et au Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT). Seront utilisés, en outre, les sigles d'archives suivants: Archives privées Gilbert Grandval (APGG), Archives Jean Monnet (AMF), Journal Officiel de la République Française (JORF), Foreign Relations of the United States, Diplomatic papers (FRUS), Documents on British Policy Overseas (DBPO).

fond en comble sous la pression américaine à partir de 1947? Est-ce qu'elle a représenté un continuel combat en retraite sans contreparties, et en dernière analyse, un échec cuisant de la diplomatie française? Rien n'est moins sûr non plus ...

Méthodiquement nous parlons de l'hypothèse, confirmée pendant les travaux d'archives, que les documents, si abondants soient-ils en histoire contemporaine, n'expliquent finalement que très peu si l'on ne tient pas compte d'un tas de facteurs environnants. Afin d'encourager une discussion sur des idées reçues, mieux vaut s'adonner à une sorte d'« ignorance éclairée » dans de différents domaines, et courir le risque de se faire critiquer par des »spécialistes« que d'essayer de reconstruire la réalité historique à partir de bases trop étroites.

Sur le fond, cette contribution se propose donc de nuancer les vues classiques sur les politiques allemandes des trois responsables diplomatiques français, et de jeter un regard nouveau sur la France et l'Allemagne vaincue après la guerre. Quant aux conceptions et aux actions personnelles des trois, la thèse serait d'ajouter un peu de gris aux tableaux brossés traditionnellement des affaires allemandes, tableau noir dans le cas de Charles de Gaulles et de Georges Bidault, tableau blanc dans le cas de Robert Schuman. Il s'agirait finalement d'établir une sorte de »continuité dans l'ambivalence« qui caractérise, nous semble-t-il, à des degrés différents évidemment, les relations franco-allemandes bien au-delà des années 50.

Forces profondes et hommes politiques pendant la »drôle de paix«

Dans quelle situation la France se trouvait-elle donc à la Libération de Paris, et quelles tâches les nouveaux dirigeants avaient-ils à accomplir?

En août 1944, après quatre ans d'occupation et d'exploitation allemandes, la situation se caractérisait avant tout par un trop-plein de problèmes ardues et enchevêtrés d'un côté, par d'insuffisants moyens de les résoudre sur le champ de l'autre⁶. Après la lutte contre l'ennemi, le gouvernement provisoire se voyait confronté à une autre lutte, sur plusieurs fronts en même temps, infligeant à une population soucieuse d'améliorations matérielles rapides et substantielles de nouvelles sacrifices.

Militairement, il s'agissait de gagner en définitive la guerre et de chasser l'occupant de l'Hexagone; en politique extérieure, il s'agissait d'aspirer à une égalité du moins formelle par rapport aux »trois grands« pour peser sur les décisions internationales d'après-guerre, pour devenir le plus petit des grands, par conséquent, grand; en politique intérieure, il s'agissait de rétablir le monopole du pouvoir étatique sur l'ensemble du territoire national, de désemparer les pouvoirs parallèles, souvent communistes, en province et de faire évoluer les épurations sauvages en un processus juridique bref et exemplaire; économiquement, il s'agissait de procéder à la refondation d'un marché national par la reconstitution des infrastructures routières, ferroviaires et fluviales, avant d'attaquer la tâche primordiale, la reconstruction et la modernisation de

6 Cf. en particulier *La Libération de la France. Actes du colloque organisé par le comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris 1976; Hilary FOOTITT, John SIMMONDS, *France 1943-1945*, Leicester (University Press) 1988; Alain BROSSAT, *Libération, fête folle. 6 juin 44-8 mai 45: mythes et rites ou le grand théâtre des passions populaires*, Paris 1994; *La France libérée. 600 jours pour finir la guerre* (*L'histoire* n° 179, 1994).

l'industrie française; socialement, il s'agissait de s'engager, du moins symboliquement, dans la voie des réformes de structures tant réclamées par toute l'opinion; matériellement, il s'agissait d'assurer la survie au jour le jour, de remédier progressivement à la pénurie en denrées alimentaires, en vêtements et en combustibles, et de maîtriser la spirale des salaires et des prix; psychologiquement, il s'agissait de redresser le moral des Français, de faire «oublier» les traumatismes accumulés depuis une dizaine d'années, de venir à bout, une fois pour toutes, des querelles franco-françaises et de canaliser les énergies des gens d'une manière plus productive.

La fin de l'occupation ne s'identifiait pas, pour la grande majorité des Français, avec la fin de la guerre, ni la fin des soucis. S'ouvrait alors une période transitoire, une «drôle de paix», où les priorités des gouvernants ne correspondaient pas vraiment aux espérances des gouvernés. Un fossé allait se creuser entre pouvoir et société, qui hypothéquait d'autant plus l'avenir de la politique allemande que la dictature de l'urgence, les difficultés à braver et les provisoires établis risquaient de durer longtemps⁷. Et, finalement, ils s'éternisaient, tant dans le domaine politique que dans les domaines économique et social.

Les responsables de la politique allemande, qui étaient-ils, quels événements marquaient, en particulier, leur socialisation politique, quelles expériences faisaient-ils pendant les «années noires», et quelles conclusions tiraient-ils du passé récent de la France?

En fait, ces nouveaux dirigeants parisiens, hommes politiques et hauts fonctionnaires, formaient un corps assez homogène à bien des égards⁸. Tout en schématisant un peu ils se révélaient, en général, très jeunes pour les postes de premier plan qu'ils occupaient, aussi bien par rapport à leurs prédécesseurs en France que par rapport à leurs homologues anglo-saxons d'après-guerre. Ils restaient en place, sinon pendant toute, du moins pendant une bonne partie de la période concernée, et travaillaient en liaison constante et étroite les uns avec les autres. Peu nombreux, ils se connaissaient pour la plupart entre eux depuis la fin des années 20, se côtoyaient dans le microcosme politique, administratif et intellectuel parisien. Malgré leur appartenance à des familles politiques différentes ils se voulaient «modernistes», se retrouvaient, très souvent, dans un ou plusieurs groupes de ce qu'on appelle «les non-conformistes des années 30» et se sentaient, en général, plutôt concernés par «Munich» que par «Versailles». Après le désastre de juin 40, ils penchaient du «bon côté» et entraient, plus ou moins tôt d'ailleurs, dans la Résistance, surtout extérieure où ils essayaient de façonner l'avenir de la France. Ils s'apercevaient tout à fait du peu de poids français sur la scène internationale, se faisant une idée assez réaliste de la puis-

7 Cf. rapport de préfet (RP) Alpes-Maritimes 15.02.45, AN F1cIII 1208; RP Belfort 09.01.45, AN F1cIII 1210; RP Bouches-du-Rhône 16.04.45, *ibid.*; RP Doubs 15.03.45, AN F1cIII 1217; RP Loire 30.10.44, AN F1cIII 1220; RP Bas-Rhin Mai 1945, AN F1cIII 1224; RP Rhône 16.03.45, AN F1cIII 1225; RP Haute-Savoie 15.04.45, AN F1cIII 1226; RP Savoie 16.03.45, *ibid.* Pour le peu d'enthousiasme des Français au «jour V», cf. RP Belfort 10.06.45, RP F1cIII 1210; RP Bouches-du-Rhône 15.05.45, *ibid.*; RP Creuse 16.06.45, AN F1cIII 1216; RP Doubs 25.05.45, AN F1cIII 1217; RP Loire 19.05.45, AN F1cIII 1220; RP Marne 15.05.45, AN F1cIII 1222; RP Bas-Rhin Mai 1945, AN F1cIII 1224; RP Savoie 16.06.45, AN F1cIII 1226.

8 Malheureusement, il n'existe pas d'étude prosopographique sur les décideurs français d'après-guerre en matière allemande. Pour un premier essai timide, cf. HÜSER (voir n. 1) p. 112-171.

sance limitée et des marges de manœuvre étroites de la France dans le monde d'après-guerre. Retournés à Paris en août 1944, ils prenaient, enfin, les commandes, s'employaient à leurs tâches avec un acharnement longtemps retenu et un goût de carrière singulier.

Remplis de l'obsession de changer, par tous les moyens, le visage de cette France des années 30, à leurs yeux décadente et malthusienne, coresponsable de la défaite et de l'occupation humiliantes, l'objectif principal consistait à en faire une nation moderne, moralement régénérée, politiquement stabilisée, à en refaire une grande nation, une sinon la puissance industrielle en Europe occidentale⁹.

Mais ces acteurs des affaires allemandes, quels projets avaient-ils à proposer pour le redressement de la France et des Français, et quelles leçons voulaient-ils tirer des expériences néfastes de l'entre-deux-guerres?

Effectivement, il y avait un assez large consensus parmi eux dès Londres et Alger quant aux grands desseins d'avenir pour la France, quant aux besoins impérieux à satisfaire, quant aux priorités à définir et aux moyens à employer¹⁰. En tout cas, pas question, ni chez les politiques ni chez les technocrates, de renoncer à l'objectif de grandeur et de rang de la France, à un statut qui lui revenait quasi-naturellement de par son histoire, de par sa culture, de par sa mission¹¹. Réalisme oblige, on concevait puissance et influence futures moins en termes de politique extérieure qu'en termes de politique intérieure, moins en termes de gains militaires et territoriaux qu'en termes de redressement économique et moral du pays. La modernisation de l'industrie et de la société françaises semblaient des conditions préalables, à l'ensemble des dirigeants, d'une grandeur retrouvée et d'une stabilité politique rétablie après la guerre. »Modernisation«, d'une part, le mot clé d'une époque en quête d'un nouveau mythe national, susceptible de déclencher un déclic chez les Français, de les mobiliser pour la bataille de la production, de les entraîner vers un avenir prometteur, loin des guerres franco-françaises et des vieilles habitudes intellectuelles et industrielles; d'autre part, un des rares instruments à même de combler, à la longue, le fossé profond entre

9 Cf. en général Alan S. MILWARD, *The reconstruction of Western Europe 1945-1951*, Londres 1984; François BLOCH-LAINÉ, Jean BOUVIER, *La France restaurée 1944-1954*, Paris 1986; René GIRAULT, Robert FRANK (Éd.), *La puissance française en question 1945-1949*, Paris 1988, en particulier les articles de René GIRAULT, Annie LACROIX-RIZ, Robert FRANK, Michel MARGAIRAZ et Jean DELMAS; Andrew SHENNAN, *Rethinking France. Plans for renewal 1940-1946*, Oxford 1989; Bernard CAZES, Philippe MIOCHE (Éd.), *Modernisation ou décadence. Contribution à l'histoire du Plan Monnet et de la planification en France*, Aix-en-Provence 1990, notamment les articles de Richard F. KUISEL, Philippe MIOCHE et Alan S. MILWARD; Michel MARGAIRAZ, *L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion 1932-1952*, 2 tomes, Paris 1991.

10 Seront cités par la suite, à quelques exceptions près, que des documents élaborés avant la Libération de Paris et le retour du gouvernement provisoire en métropole pour bien pouvoir apprécier les approches plutôt nuancées des acteurs, même en exil et en pleine guerre.

11 Cf. Hervé Alphand, Note pour M. Massigli, 05.10.43, AMAE GU (1939/45) 728; André Philip, Rapport sur l'élaboration d'un programme d'action pour le lendemain de la Libération de la France, 18.12.43, AMAE GU (1939/45) 1482; Pierre Mendès France, La politique financière de la France, juin/juillet 1944, IPMF DPMF 44-1; Robert Lacoste, Établissement d'un programme général d'études sur l'orientation industrielle, 23.12.44, AN F12 10086; Exposé René Pleven, Conseil de l'économie nationale, Compte rendu de la réunion plénière, 27.08.45, SAEF 5 A 15; Jean Monnet, Mémoire concernant la future politique commerciale française, 10.10.45, AMF 3/5/16.

les préférences pragmatiques du gouvernement provisoire et les espoirs utopistes des Français¹².

Donc, vaste consensus de l'élite politique et administrative sur les priorités hexagonales, mais également sur un grand nombre de principes pour les atteindre. En matière de relèvement économique et de grandeur internationale, selon les projets de 1944/45, il en serait fini avec le protectionnisme et le repli sur soi. On considérait l'intégration française dans le marché mondial et la pression concurrentielle extérieure, une courte période de transition passée, comme une incitation à des réformes intérieures salutaires, notamment à un changement des mentalités industrielles¹³. Ce serait à la France qu'incomberait l'effort principal de reconstruction et de modernisation, l'engagement financier des États-Unis venant ensuite ainsi que des réparations allemandes: en aucun cas se faire étourdir de nouveau par des rêveries sur une Allemagne qui paiera¹⁴. Au contraire, mieux vaudrait-il de s'en remettre d'abord à la mobilisation et au développement des forces proprement françaises. La nécessité du moment, et des mois à venir, s'appelait »produire«, et le chef du gouvernement provisoire, tout à fait conscient de sa portée et bien intentionné de »donner aux Français la mystique de la reconstruction«¹⁵, ne se lassait pas de la proclamer de haute voix¹⁶.

En matière de rétablissement moral et de stabilité intérieure, on se rendait parfaitement compte, à quelques exceptions près, de l'intérêt vital de gommer l'histoire des quatre dernières années¹⁷ et de faire des enchères auprès de la population. Fort bien conscient du poids des »années noires«, tant sur le plan matériel que mental, on s'apprêtait à des compensations immédiates et concrètes, sociales, salariales, monétaires, ou autres, même au détriment, à court terme, des efforts de reconstruction¹⁸. L'enjeu semblait de taille, vu les élections permanentes, vu l'audience d'un parti communiste, hégémonique non seulement politiquement mais surtout culturellement et, malgré son discours stabilisateur et national, toujours capable,

12 Cf. p.e. discours programme de M. Plevén à l'Assemblée consultative, 04.07.45, SAEF B 33013.

13 Cf. p.e. procès-verbal de la séance du 24 septembre 1943 du comité de reconstruction à Alger, 27.09.43, SAEF B 33001; parmi les participants se trouvaient, entre autres, Jean Monnet, Hervé Alphand, Maurice Couve de Murville, André Philip, René Plevén, René Mayer et Robert Marjolin. Cf. également compte rendu de la conversation du dimanche 17 octobre 1943 à Alger chez le général de Gaulle, publié par Henri RIEBEN (Éd.), *Des guerres européennes à l'union de l'Europe*, Lausanne 1987, p. 286–291.

14 Cf. p.e. Hervé Alphand, Note pour M. Massigli, 02.03.44, AMAE GU (1939/45) 717.

15 Cf. Hervé ALPHAND, *L'étonnement d'être*. Journal 1939–1973, Paris 1977, p. 179.

16 Cf. discours prononcé à l'Assemblée consultative, 02.03.45, dans: Charles DE GAULLE, *Discours et Messages*, t.I: Pendant la guerre 1940–1946, Paris 1970, p. 521–532 (526); Discours radiodiffusé, 24.05.45, dans: Ibid. p. 553–557 (555); Discours prononcé à Béthune, 11.08.45, dans: Ibid. p. 597–601 (600).

17 D'où p.e. la thèse d'une »guerre de trente ans« finalement remportée, mythe fondateur d'après Vichy, avancée par de Gaulle; cf. discours prononcé en commémoration des victimes des deux guerres mondiales, 11.11.45, dans: DE GAULLE (voir n.16) p. 645–646.

18 Cf. Robert Marjolin, *La politique économique française immédiatement après la Libération*, 08.08.43, AMAE GU (1939/45) 1535; Adrien Tixier, Note sur le problème des salaires à la Libération de la France, 03.03.44, AN F60 914; Comité économique interministériel (CEI), *Compte rendu de la séance du 2 octobre 1944*, SAEF B 33001; Lettre personnelle René Plevén à Pierre Mendès France, 17.04.45, SAEF 5 A 7.

par un brusque changement de cap, de remettre en question les priorités de la classe politique¹⁹.

Seulement, où se trouve l'Allemagne dans tout cela? Quel rôle les dirigeants français réservaient-ils au voisin de l'est dans leurs premiers projets de 1944/45?

D'abord, le sort de l'Allemagne, pour inverser un dicton de de Gaulle, n'était pas »le problème central de l'univers«, car l'enjeu principal, et de loin, c'était la France. Les yeux braqués sur les années 30, les affaires étrangères se trouvaient largement dominées par les problèmes hexagonaux. Le redressement économique et moral du pays constituait, selon les acteurs, l'élément décisif d'un rôle-clé dans le monde à long terme, d'une prise sur des crédits américains et des affaires allemandes à court terme. En dernière analyse, la politique allemande n'entraît en lice qu'à titre de variable des contraintes immenses en France. Même à la tête du Quai d'Orsay on ne s'offrait guère le luxe de concevoir une politique allemande en tour d'ivoire sans tenir compte des retombées sur la situation intérieure française.

L'opinion publique globale en France après la Libération s'attendait, dans sa très grande majorité, à une politique allemande revancharde et sans compromis²⁰. Et les sondages et les rapports des préfets démontrent une germanophobie viscérale de la part des Français au cours des années d'après-guerre, à peine affectée par le tournant, fin 1947, transformant un esprit jusqu'alors pro-soviétique en un climat de plus en plus anticomuniste. Évolution curieuse à bien des égards: Tandis que le PCF continuait à se vouloir le champion de l'antigermanisme primaire, le Français moyen ne savait plus vraiment quel pays il fallait redouter le plus, demandant littéralement, pour parler avec Alfred Grosser, une armée française plus forte que celle de l'Allemagne et une armée allemande plus forte que celle de l'Union soviétique²¹. L'Allemagne demeurait, malgré l'éclosion de la guerre froide, un thème mobilisateur de premier ordre pour les Français, susceptible de faire renaître à l'instant le »vieux réflexe anti-allemand«²² et demandant, par conséquent, beaucoup de doigté aux autorités.

Pour elles le problème allemand se posait de deux manières distinctes, d'abord, au niveau de la sécurité et de la suprématie européennes à long terme, puis au niveau des contraintes et des avantages intérieurs et extérieurs à court terme. Côté contraintes et avantages, il semblait évident que l'opinion française n'accepterait jamais des prises de position indulgentes en matière allemande. Donc, d'une part, restriction préalable de la marge de manœuvre des responsables envers l'Allemagne. D'autre part, la germanophobie généralisée dans l'Hexagone, amplifiée par une surenchère gouverne-

19 Cf. p.e. lettre personnelle André Philip à de Gaulle, 29.10.45, AN 72 AJ 567. Pour aller plus loin Philippe BUTON, *Les lendemains qui déchantent. Le parti communiste français à la Libération*, Paris 1993.

20 Plus détaillé, HÜSER (voir n.3) p. 30-41.

21 Cf. Alfred GROSSER, *Der Wandel des Deutschlandbildes in der französischen öffentlichen Meinung in den Jahren nach 1945*, dans: *Frankreich und Deutschland, Elemente der Neuorientierung in der kulturellen und politischen Begegnung der beiden Nachbarvölker*, Würzburg 1963, p. 103-123 (107). Dans ce sens, RP Meurthe-et-Moselle 18.08.50, AN F1cIII 1300 ou RP Loire 13.07.50, AN F1cIII 1282.

22 RP Seine-Inférieure 06.10.50, AN F1cIII 1320; de même RP Moselle 30.10.50, AN F1cIII 1302 ou RP Haute-Savoie 08.11.50, AN F1cIII 1320.

mentale, par un discours rancunier et la répétition des revendications maximalistes pouvait »rapporter«. Rapporter sur le plan intérieur, où il s'agissait de rencontrer les attentes des gens au moins dans ce domaine-là, de les rassembler autour des attitudes évidentes et »communes«, de les détourner des préoccupations quotidiennes, de contribuer ainsi à la sauvegarde de la paix sociale: Pourquoi ne pas profiter d'une réceptivité accrue des Français, en quête de soupapes, pour établir des stratégies de dérivation? Rapporter de même sur le plan extérieur, où il s'agissait d'inciter, autant que possible, l'administration américaine, avide d'une France politiquement stabilisée et économiquement prospère au cœur de l'Europe ravagée, à l'aider matériellement et financièrement: Pourquoi ne pas essayer, moyennant le maintien des positions allemandes maximalistes et des »ventes« de retouches successives, de changer une contrainte de politique intérieure réelle en un atout de politique étrangère potentiel, un atout à même d'améliorer, sous forme de blé ou d'argent, la situation économique et sociale du pays?

Côté sécurité et suprématie européennes, les premiers débats des acteurs français sur le sort de l'Allemagne après la fin des hostilités s'avéraient à la fois larges et flous, faute d'assurance de leur propre rôle international futur et, surtout, faute de connaissance des projets alliés. Autant que les »trois grands« à l'époque, on discutait de tout, les approches allant des annexions et des morcellements territoriaux purs et simples à l'intégration, pour des raisons pragmatiques et non pas idéalistes bien sûr, d'une Allemagne démilitarisée et démocratisée dans l'Europe d'après-guerre. La ligne de conduite restait ouverte, une manière d'agir précise n'étant point arrêtée. Tout au contraire se traçait déjà des contours d'un large consensus: l'impératif catégorique de procéder, dans les affaires allemandes, avec une souplesse et une flexibilité particulières²³.

Par rapport à 1918 les différences d'approche sautent aux yeux. Pour en citer quelques unes, il conviendrait de souligner, de la part des dirigeants, le sens aigu d'au moins cinq réalités incontournables: des conséquences fâcheuses d'une politique allemande purement répressive, et pour l'Allemagne et pour l'Europe de demain; des avantages considérables d'une Allemagne produisant sous contrôle organique allié, et pour le redressement français et pour la reconstruction de l'Europe toute entière²⁴; des inconvénients d'un foyer de misère, de chômage, de mécontentement et de troubles au cœur du vieux continent²⁵; des réalités géopolitiques et, Rapallo oblige, du profit que pourrait tirer l'Union soviétique d'un tel chaos en Allemagne, une fois

23 Cf. p.e. CFLN, Louis Joxe, Note, La sécurité de la France et le désarmement économique de l'Allemagne, 18.03.44, AN F60 889; Secrétariat général du comité interministériel des affaires allemandes et autrichiennes (CIAAA), Directives pour notre action en Allemagne, 19.07.45, AN F60 3034/2.

24 Cf. Maurice Dejean, Conversation avec Paul-Henri Spaak, 06.03.42, AMAE GU (1939/45) 172; Note de réflexion de Jean Monnet, 05.08.43, publiée par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Éd.), La naissance d'un continent nouveau, Lausanne 1990, p. 115-128; Commentaire d'André Gros, Comité interallié pour l'étude de l'armistice, Procès-verbal de la trente-sixième séance tenue à Londres, 08.03.44, AMAE GU (1939/45) 715.

25 Cf. p.e. Hervé Alphand, Note pour le comité (projet) a.s. problèmes économiques de l'armistice, 03.03.44, AMAE GU (1939/45) 717.

les soldats américains partis²⁶; des limites d'un planning rationnel en matière allemande, vu toutes ces contraintes intérieures et extérieures²⁷.

Pour résumer et pour concrétiser les esquisses de politique allemande pendant la « drôle de paix », donc en pleine guerre, la certitude d'une prépondérance économique française durable en Europe occidentale paraissait, pour la plupart des nouveaux dirigeants, le meilleur gage de sécurité et de paix à l'avenir. Il fallait en établir les bases. Mais comment?

Par une internationalisation de la Ruhr? Sans aucun doute, mais en contemplant déjà le rôle de l'URSS dans un système administratif à mettre sur pied. Par des détachements territoriaux sur la rive gauche du Rhin? Le débat continuait, les uns penchaient plutôt pour, les autres plutôt contre, élevant déjà leurs voix pour remettre en question la valeur d'une telle politique et pour indiquer le peu de chances qu'auraient de telles revendications vis-à-vis des alliés anglo-saxons²⁸. Par des réparations et des restitutions allemandes? Évidemment, mais pendant une période assez brève, moins pour ruiner l'industrie allemande que pour se procurer un avantage précieux dans la course à la suprématie économique européenne, à une suprématie relative, non pas absolue²⁹. Il faut bien comprendre que « réparation » rimait avec « intégration » et non pas avec « désindustrialisation »: parmi les dizaines de mémorandums sur l'Allemagne d'après-guerre il n'y a aucune espèce de plan Morgenthau à la française.

En tout cas, fallait-il attendre des précisions conceptuelles des « trois grands » dont dépendaient largement les chances de telle ou telle approche. D'abord, il convenait de se réserver des voies différentes, de discuter des options et des options de rechange, de ne rien exclure d'une part, de ne rien stipuler définitivement de l'autre. Les positions défendues tant vis-à-vis des Français que vis-à-vis des alliés, et que l'on pourrait qualifier de maximalistes, représentaient, effectivement, une option en discussion. Mais elles obéissaient également, très tôt, à des contraintes et des chances à l'intérieur comme à l'extérieur. Finalement, elles répondaient à la question cruciale, comment manier de façon habile sa propre faiblesse sur le plan international, comment faire en sorte que la France profite, néanmoins, le plus possible. Ne fallait-il pas essayer d'acquérir et d'arracher tout pour élargir sa marge de manœuvre d'abord, pour pouvoir lâcher du lest après? Ne fallait-il pas demander le maximum vis-à-vis des alliés pour obtenir au moins un minimum en garanties de sécurité et en avantages de reconstruction?

Les possibilités d'arriver à un détachement des pays rhénans devaient vite s'estomper pour la grande majorité des décideurs, débouchant sur une politique allemande

26 Cf. bureau d'études Chauvel, Perspectives allemandes, Mars 1943, AMAE Papiers 1940 BECH 113; Note du commissaire aux affaires étrangères sur la politique étrangère de la France, 23.10.43, AN 363 AP 3.

27 Cf. p.e. Hervé Alphand, Note sur les projets d'organisation économique européenne, 03.04.44, SAEF B 30002.

28 Cf. Note René Mayer à de Gaulle et Massigli, 30.09.43, AN 363 AP 3; René Massigli, Le problème de la paix avec l'Allemagne, 02.03.44, AMAE GU (1939/45) 1487; Lettre Alphand à Dejean, 06.03.44, AMAE GU (1939/45) 727.

29 Cf. Jean Monnet, Note pour le CFLN, 15.10.43, AMAE GU (1939/45) 1502; Laurent Blum-Picard, Mémoire sur le désarmement économique de l'Allemagne, 08.11.43, AN F12 10105; Lettre René Massigli au Général Antoine Béthouard, 23.05.44, AMAE GU (1939/45) 716.

officieuse avec des vues plus conformes à la réalité³⁰; les revendications maximalistes, par contre, survivaient longtemps à cette prise de conscience progressive et continuaient à être, officiellement, mises en avant pendant trois ans encore³¹. Dès fin 1945/début 1946 on est fondé, nous semble-t-il, de parler d'une «double politique allemande» de la France dont les positions maximalistes auxquelles on ne croyait plus guère ne constituaient que le volet officiel, les choix plus constructifs, les buts réels donc, en représentant le volet officieux.

Charles de Gaulle

L'attitude de de Gaulle vis-à-vis de l'Allemagne dans les premières années d'après-guerre se trouve être plus compliquée que nous l'a transmise l'image d'Épinal auto-construite et reprise par l'historiographie des deux côtés du Rhin³². La légende gaulienne pour les mois qui suivent la Libération consiste en deux postulats: d'une part, que «l'homme du 18 juin» représentait à l'époque un politique tout fait, un responsable avisé des rouages gouvernementaux au jour le jour, prenant, lui-même, des décisions de toutes sortes en pleine connaissance de cause, maniant, de son gré, et les ministres et les institutions républicaines; d'autre part, que le «gaullisme de gouvernement» au-delà d'une méthode d'action, de quelques idées forces, d'un attachement personnel au «sauveur de la nation» et, peut-être, d'une certaine idée de la France, impliquait une politique bien précise avec des moyens bien évidents sur des terrains bien divers.

En ce qui concerne les affaires allemandes: quels sont alors les éléments principaux susceptibles de mettre un peu de gris dans l'image noire largement répandue?

Tout d'abord, la vision qu'avait de Gaulle du pays voisin n'était jamais ni sans nuances ni sans ambivalences, ni pendant les périodes plutôt consensuelles des relations franco-allemandes ni pendant les temps plutôt conflictuels. Dès sa jeunesse, cette vision comportait toutes les ambiguïtés d'un amour-haine où s'enchevêtraient inextricablement des composantes d'hostilité envers «l'ennemi héréditaire» et une sourde admiration, voire fascination de l'Allemagne. Et même pendant la guerre, la dénonciation énergique des crimes nazis commis au nom de l'Allemagne n'allait ja-

30 Cf. lettre René Massigli à Georges Bidault, 11.01.45, AMAE PAAP 217/53; Lettre Jean Chauvel à René Massigli, 02.09.45, AMAE PAAP 217/59; Lettre Maurice Dejean à Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, 28.09.45, AMAE Y (1944/49) 688; MAE, Dir.Eur., Premières réactions de Londres, Washington et Moscou aux projets français sur la Ruhr et la Rhénanie, 12.01.46, AN 457 AP 61; MAE, Dir.Eur., Note a.s. de la politique française en Allemagne, Février 1946, AN 457 AP 61; Télégramme Hervé Alphand aux ambassadeurs français, 30.03.46, AMAE Y (1944/49) 370; Hervé Alphand, Note pour le ministre, 16.05.46, AMAE Y (1944/49) 356.

31 Cf. p.e. Hervé Alphand, Note a.s. problèmes allemands, 18.07.46, AN 457 AP 60.

32 Pour les difficultés d'interprétation du «phénomène de Gaulle» entre mythe et réalité, cf. Pascal ORY, *De Gaulle ou l'ordre du discours*, Paris 1978, p. 56-57; Raoul GIRARDET, *Mythes et mythologies politiques*, Paris 1986, p. 71-72; François GOGUEL, Jean LACOUTURE, *Débat: De Gaulle a-t-il inventé de Gaulle?* dans: *L'Histoire* n° 134 (1990) p. 8-15; Pierre-NORA, *L'historien devant de Gaulle*, dans: *Institut Charles de Gaulle (voir n.3) t.I: Dans la mémoire des hommes et des peuples*, Paris 1991, p. 172-178; Jean-Pierre RIOUX, *Tour d'horizon*, dans: *Ibid.* p. 295-301; Lucien SFEZ, *La symbolique gaulienne*, dans: *Ibid.* t.II: *La République*, Paris 1992, p. 36-43.

mais de pair avec la condamnation morale et globale du peuple allemand tout entier³³.

Un deuxième élément général à prendre en considération serait un certain « modèle » d'action gaulliste en politique extérieure, qui s'est révélé également dans d'autres circonstances, notamment pendant la guerre d'Algérie entre 1958 et 1962. Ce modèle reposait en particulier sur un pragmatisme hors pair et une capacité d'adaptation aux circonstances permettant à de Gaulle de renverser, par la magie du verbe, le sens des événements, et à la nation de ne pas perdre sa face³⁴. Il rendait indispensable, d'une part, le camouflage des intentions réelles, d'autre part, des choix à même d'être remplacés par d'autres options sans pour autant désavouer les buts initiaux.

Considérées sous cet angle, les positions maximalistes, ressassées sans relâche dans les discours officiels sur l'Allemagne, ne symbolisaient pas forcément une volonté politique nette et définitive de la part de de Gaulle. Sans doute, cette langue de bois et ces châteaux en Espagne devaient aussi cacher ses propres incertitudes et contradictions³⁵. Tout au moins pourrait-on avancer que des formules stéréotypées, du fameux « plus de Reich centralisé » au « volonté d'être sur le Rhin », même si elles touchaient en quelque sorte ses visions profondes sur l'Allemagne, constituaient plus : d'abord des ballons d'essai vis-à-vis des alliés, ensuite une méthode d'intégration et de rassemblement vis-à-vis de l'opinion française dont le soutien quasi-général lui était tellement indispensable face à des partis politiques renaissants afin de perpétuer sa légitimité populaire et d'asseoir son autorité au-dessus de la « politique politicienne ». Pourquoi ne pas alors prendre au sérieux la confiance que rapporte Claude Mauriac d'un entretien avec le général en février 1947 : « Il ne dépend du pouvoir d'aucun homme de relever la France alors que les moyens de ce relèvement - notamment le charbon - lui sont refusés. Seulement moi, j'amusais les Français avec des drapeaux. Je les amusais avec le Rhin. Bref, je leur faisais oublier leur misère et ils prenaient patience. »³⁶

Un autre aspect général serait sa perception et de l'Union soviétique et du parti communiste français, qui allaient d'ailleurs largement ensemble, le terme de « danger soviétique » en politique étrangère ayant forcément une résonance hexagonale. À l'intérieur il fallait, aux yeux de de Gaulle, encadrer les dirigeants du PCF, les imbriquer dans l'effort national et, surtout, ne rien faire qui pourrait les inciter à changer de stratégie, à remettre en cause le redressement économique et moral du pays. À l'extérieur, il fallait évidemment coopérer avec l'URSS, même chercher des appuis tactiques pour faire pression sur les puissances de l'ouest, mais sans jamais perdre de vue les valeurs communes les unissant pour toujours, sans jamais se faire des illusions sur le caractère du régime soviétique, sur son potentiel d'immixtion dans les affaires

33 Cf. discours prononcé à l'université d'Oxford, 25.11.41, dans: DE GAULLE (voir n.16) p. 138-146 (142-145).

34 Cf. Charles DE GAULLE, *Le fil de l'épée*, réédition Paris 1961, p. 48-55; également Jean-François REVEL, *Le style du Général*, Paris 1959, p. 54-55; René RÉMOND, *Notre siècle 1918-1988*, Paris 1988, p. 605-606.

35 Cf. échange de lettres personnelles entre Chauvel et Massigli, 30.12.44, 04.01.45, 14.03.45 et 16.04.45, AMAE PAAP 217/94.

36 Claude MAURIAC, *Un autre de Gaulle. Journal 1944-1954*, Paris 1970, p. 252.

intérieures françaises et sur les possibilités de coopération à long terme³⁷. La peur des russes au Rhin, maintes fois exprimée dans les coulisses du pouvoir et dans les négociations diplomatiques avec les anglo-saxons³⁸, ne servait point de prétexte à une prétendue politique d'obstruction au conseil de contrôle de Berlin. Elle était bien réelle et expliquait aussi bien que la perception française généralisée de l'histoire allemande depuis la fondation du Reich bismarckien son zèle décentralisateur.

Un quatrième indice, pour passer à la politique allemande proprement dite, seraient justement ces projets notoires de démembrement et d'écartèlement de l'Allemagne, susceptibles de replonger la nation voisine, au milieu du XX^e siècle, dans les temps des traités de Westphalie. Sans aucun doute, une décentralisation aussi poussée que possible, une sorte de déprussification politique, formait un des principes fondamentaux de la politique allemande que le chef du gouvernement provisoire ne cessait de défendre avec ferveur jusqu'aux derniers jours à la barre, et bien au-delà³⁹. Sans aucun doute, ce discours anti-Reich entraînait des conséquences fâcheuses, ne serait-ce qu'en symbolisant que le politique prime l'économique en Allemagne et en restreignant, dans ce domaine, la marge de manœuvre d'autres dirigeants qui, au Quai d'Orsay comme dans les ministères techniques, penchaient plutôt pour l'approche inverse.

Malgré tout, on peut se poser des questions. D'abord parce que dans tous les projets allemands de 1944/45 il n'y a pas, à notre connaissance, un seul à ne pas mettre en garde contre les effets pervers potentiels d'une destruction offensive de l'unité allemande par les alliés provoquant, à coup sûr, et des mouvements revendicatifs et un nationalisme revigoré d'outre Rhin⁴⁰. Ensuite parce que, sur tous les niveaux du processus décisionnel à Paris, force est de constater, dès le début, le flou linguistique extraordinaire du débat sur l'organisation politique de l'Allemagne future et les zones d'ombre entre un état fédéral et une fédération d'états, rendant précaires des affirmations excessives. On ne peut que souscrire à la thèse de Pierre Gerbet qui a souligné récemment que «la différence entre 'Bundesstaat' et 'Staatenbund' semble avoir été méconnue, peut-être volontairement, par le général de Gaulle.»⁴¹ Enfin parce que la notion même «plus jamais de Reich» demeurerait toujours équivoque, et nous prenons à témoin Raymond Aron qui, dans ses mémoires, se demande à juste titre «si les États allemands concluent entre eux une fédération», comme le consentait le général, «en quoi cette fédération diffère-t-elle d'un Reich qui, en dépit de la résonance historique du mot, n'impliquait rien de plus que la formation d'un État allemand.»⁴²

Un cinquième facteur serait, sur ce même registre, le problème du détachement politique de la rive gauche du Rhin et l'annexion de la Sarre. Le reproche fait à de

37 Cf. Maurice Dejean, Note sur la politique soviétique, 13.10.43, AMAE PAAP 288/74 et Relations franco-soviétiques, 04.11.43, *ibid.* Cf. de même Ernst WEISENFELD, *Welches Deutschland soll es sein? Frankreich und die deutsche Einheit seit 1945*, München 1986, p. 16; Jean LACOUTURE, *De Gaulle*, t.2: *Le politique 1944-1959*, Paris 1985, p. 85 et 91.

38 Cf. p.e. télégramme Jefferson Caffery à James F. Byrnes, 03.11.45, FRUS 1945 (III) p. 890-891.

39 Cf. décisions prises par le CIAAA dans sa séance du 18 janvier 1946, AMAE Y (1944/49) 651.

40 Cf. p.e. Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, *Le problème allemand et la paix en Europe*, 25.05.43, AN 363 AP 3.

41 Cf. Pierre GERBET e.a., *Le relèvement 1944-1949*, Paris 1991, p. 447/n.6.

42 Cf. Raymond ARON, *Mémoires. 50 ans de réflexion politique*, Paris 1983, p. 252-253.

Gaulle d'avoir voulu annexer la Sarre demeure constant malgré un manque de preuves flagrant. Mais d'une part, il serait étonnant si les décideurs en politique allemande, de Gaulle inclus, n'avaient pas, à cet égard, réfléchi sur toutes les éventualités, y compris sur celle d'une annexion sarroise. D'autre part, côté sources, hormis une résolution de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée consultative en décembre 1944, donc en pleine «*drôle de paix*», et un document douteux inlassablement cité il n'était jamais question d'annexion dans un seul projet pendant ou après la guerre⁴³. Il n'était jamais émis aucun doute sur le caractère allemand de la population sarroise. Et, surtout, côté politique, il n'était jamais rien mis en œuvre ni pour procéder à de tels actes ni pour les préparer. Rappelons enfin que la question sarroise n'était jamais prioritaire pour les dirigeants français et le processus décisionnel d'une extrême lenteur, ne débouchant sur des résultats tangibles qu'à la suite de la nomination de Michel Debré au poste de coordinateur des affaires sarroises au Quai d'Orsay début 1947. Prétendre savoir avec certitude l'objectif gaulliste d'une annexion nous semble du domaine de l'impossible et, là encore, il faut se garder de mélanger débat public et décision gouvernementale.

Il en va de même pour la rive gauche du Rhin. Tout le monde, dans l'Hexagone comme à l'étranger, n'attendait rien de moins que la revendication française de garantir sa sécurité future par une frontière naturelle à l'est, mais aucun des «*trois grands*» ne l'acceptait au cours des entretiens diplomatiques suivant la Libération. Pour de Gaulle, c'était la conférence des ministres des affaires étrangères à Londres en août/septembre 1945 qui mettait quasi-définitivement en évidence l'impossibilité de réaliser un détachement politique des pays rhénans. But réel ou projet chimérique: de toute évidence ni de Gaulle ni la plupart des autres acteurs n'y croyaient plus guère dès la fin de l'année 1945. Au général Koenig, commandant en chef de la zone française d'occupation à Baden-Baden, il confiait que «*la conférence de Londres a abouti à un échec dont rien n'annonce qu'il puisse être réparé avant longtemps.*»⁴⁴ Comment alors ne pas voir dans le maintien des revendications maximalistes une stratégie pour réaliser d'autres objectifs?

Un dernier élément serait cette soixantaine de directives qu'a adoptées un comité interministériel des affaires allemandes et autrichiennes sous l'autorité et avec le consentement explicite du général de Gaulle entre juillet 1945 et janvier 1946⁴⁵. Ces directives, envoyées immédiatement après signature par de Gaulle en personne à l'administration française en zone d'occupation, représentaient les fruits des débats internes du gouvernement en matière allemande, donc le niveau suprême du processus décisionnel parisien. Le mariage curieux, voire contradictoire, d'aspects plutôt traditionnels et plutôt prometteurs, les rend tout à fait significatif de l'ambivalence

43 Cf. entretiens du 8 Octobre 1945 avec le Général de Gaulle, sans date, AMAE Y (1944/49) 394; pour un compte rendu critique de la «*controverse*», cf. Rainer HUDEMANN, *Die Saar zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1947*, dans: IDEM, Raymond POIDEVIN (Éd.), *Die Saar 1945-1955, Ein Problem der europäischen Geschichte*, Munich 1992, p. 13-42 (23-31). Pour une discussion nuancée de la question sarroise dans les cercles dirigeants parisiens, cf. p.e. MAE, Dir.Éco., Note sur le territoire de la Sarre, 04.12.44, AMAE Z Europe (1944/49) Sarre 10.

44 Lettre de Gaulle au Général Pierre Koenig, 29.10.45, dans: Charles de Gaulle, *Lettres, Notes et Carnets*, t.6: 1945-1951, Paris 1984, p. 106-108.

45 Pour une analyse et une interprétation détaillées, cf. HÜSER (voir n. 1) p. 405-433.

de la politique vis-à-vis de l'Allemagne: contre l'unité politique, mais pour l'unité économique; pour une coopération soutenue entre les alliés, mais contre les administrations centrales prévues à Potsdam; pour des réparations bien sûr, mais en même temps pour une politique de reconstruction en Allemagne ...

Sur le fond, les instructions du comité interministériel impliquaient une stratégie de sécurité originale et flexible, reposant, essentiellement, sur trois piliers: politiquement sur une très large décentralisation en Allemagne, économiquement sur une suprématie française assurée, culturellement sur une démocratisation du peuple allemand. Pas question, en tout cas, d'une politique purement destructive. Les comptes-rendus des délibérations en conseil des ministres demeurant inaccessibles jusqu'alors, les directives du comité interministériel sont d'une valeur historiographique certaine en raison de la rareté de documents dont on dispose où de Gaulle s'explique, en secret, et souscrit à des mesures concrètes à l'égard de l'Allemagne. Pourquoi alors ne pas débattre la distinction entre objectifs maximalistes et objectifs réels, entre objectifs publics et objectifs internes, bref entre stratégie et politique?

On est fondé, nous semble-t-il, de mettre en discussion l'image figée d'un revanchard, d'un annexionniste ou d'un «démembreur», fondée sur des discours publics ou des conférences de presse sans tenir compte ni des incertitudes et des contraintes de l'époque, ni d'autres facteurs externes ayant pris sur la politique allemande. Cette politique se révélait, dès le début, beaucoup moins concrète et beaucoup plus ouverte qu'on ne le dise contenant déjà le germe des évolutions ultérieures. Bien sûr, tout n'est pas blanc. Mais tout n'est pas noir non plus, ni pour de Gaulle, encore moins pour Bidault.

Georges Bidault

Un amour-haine: Cette constatation ne vaut pas seulement pour de Gaulle et l'Allemagne mais aussi pour les relations qu'entretenait Georges Bidault à l'égard de son chef de gouvernement. Bidault était né en 1899, professeur d'histoire, d'abord en province puis à Louis-le-Grand, catholique de gauche, éditorialiste à l'Aube, très nuancé face au Front populaire, antimunichois en 1938, résistant de la première heure, président du Conseil national de la résistance succédant à Jean Moulin, nommé ministre des Affaires étrangères par de Gaulle à la Libération, en même temps un des fondateurs du parti démocrate-chrétien français d'après-guerre, le mouvement des républicains populaires. Après la démission choc de de Gaulle, le 20 janvier 1946, il devenait le principal responsable des affaires étrangères françaises.

Quelles conceptions diplomatiques générales Georges Bidault défendait-il à cette époque, et quelle vision avait-il de l'Allemagne d'après-guerre?

Pour anticiper la réponse, les concordances d'approches en politique étrangère comme en politique allemande entre Bidault et de Gaulle dominaient largement les discordances. Il faudrait souligner, entre autres, une certaine idée de la grandeur et de l'intérêt nationaux; une conscience aiguë des interactions entre politique extérieure et politique intérieure et des nécessités absolues de tenir largement compte, sur la scène internationale, des courants d'opinion hexagonaux, des échéances électorales,

etc.⁴⁶; une approche très »instrumentaliste« du comportement diplomatique, vu les faiblesses de la France et ses moyens limités ainsi qu'une stratégie de négociation »anti-munichoise«, consistant à ne s'écarter de la ligne officielle définie qu'au moment où son maintien entraînerait plus de désavantages que d'avantages, et même à cet instant-là, seulement de manière graduelle et pour de contreparties appropriées⁴⁷; une méfiance considérable des communistes en France et de l'URSS, en particulier du rôle des soviétiques dans l'Europe future⁴⁸; une forte volonté de ne pas se faire dégrader en partenaire-junior par les États-Unis et la Grande-Bretagne, malgré la communauté de valeurs⁴⁹; une image de l'Allemagne, où la répulsion des crimes nazis ne l'empêchait ni d'avoir un respect profond du potentiel économique et démographique du voisin ni de se soucier d'un chaos socio-économique éventuel de l'autre côté du Rhin⁵⁰; une définition de plus en plus économique de la future sécurité française ayant pour but essentiel de devenir une grande puissance industrielle et de substituer l'Allemagne en tant que producteur d'acier n°1 en Europe⁵¹.

Pas la peine d'illustrer plus longuement que politique et stratégie allemandes dans toutes leurs ambivalences ne subissaient guère d'infléchissements notables. Si modification il y avait, il s'agissait surtout d'une inversion du leitmotiv gaulliste: le politique prime l'économique ouvrant, enfin, la voie à s'occuper avec plus d'acharnement de la question du charbon de la Ruhr, la revendication de la rive gauche du Rhin devenant définitivement monnaie d'échange plutôt qu'objectif réel⁵².

A vrai dire, le chef du Quai d'Orsay ne croyait guère au Père Noël. Au contraire croyait-il aux chances d'utiliser des positions maximalistes pour le plus grand bien de la nation. Sans être bien sûr contre des réparations allemandes, il était très tôt très sceptique en ce qui concerne la valeur des réparations à même d'être fournies par l'Allemagne par rapport aux dommages subies⁵³. Sans être naturellement contre une large décentralisation de l'Allemagne future, il rejetait très tôt, mais quasiment inaperçu, des tendances annexionnistes et des conceptions de démembrement

46 Cf. SAAN Com.Aff.Étr. 21.12.45 ou 23.05.47; Réunion chez le président Bidault a.s. des affaires allemandes, 06.11.46, AMAE Y (1944/49) 289; Lettre Chauvel à Massigli, 25.10.46, AMAE Z Europe (1944/49) Allemagne 80.

47 Cf. déjà conversation Bidault/Caffery, 07.02.45, FRUS 1945 (Malta and Yalta) p. 956-957.

48 Cf. p.e. SAAN Com.Aff.Étr. 05.12. et 12.12.45; Réunion de la commission exécutive du MRP, tenue au Quai d'Orsay le 20 Janvier 1946, AN 350 AP 45.

49 Cf. p.e. lettre Bidault à Jacques-Camille Paris, Projet britannique de commission économique européenne, 14.09.44, AMAE DE-CE (1945-1960) 222.

50 Cf. p.e. MAE, Dir.Adm. Note a.s. problème démographique allemand, 25.03.46, AN 457 AP 63, envoyée personnellement aux ambassadeurs français à Londres, Moscou et Washington par Georges Bidault le 8 avril 1946.

51 Cf. p.e. lettre Bidault aux ambassadeurs français, 27.06.45, AMAE Y (1944/49) 369.

52 Pour l'évolution précoce des points de vue sur la Rhénanie au Quai d'Orsay, cf. Heinrich KÜPPERS, *Staatsaufbau zwischen Bruch und Tradition. Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz 1946-1955*, Mayence 1990, p. 41-50; Corine DEFRAANCE, *La politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin 1945-1955*, Strasbourg 1994, p. 43-50; Dietmar HÜSER, *Frankreich und das Rheinland nach dem Zweiten Weltkrieg - Realität und Rhetorik der Abtrennungsforderung 1943-1948*, dans: Tilman KOOPS, Martin VOGT (Éd.), *Das Rheinland in zwei Nachkriegszeiten, 1919-1930 und 1945-1949*, Coblenz 1995, p. 103-128.

53 Cf. p.e. lettre Bidault à Mendès France, 06.11.44, SAEF B 8786; SAAN Com.Aff.Étr. 12.12.45.

artificiel⁵⁴. Une comparaison des proclamations publiques, des discours électoraux etc. et des remarques privées s'avère, à bien des égards, révélatrice de la «double politique allemande» de l'époque, donc du décalage entre positions maximalistes et buts réels⁵⁵.

Le grand enjeu pour Bidault, c'était l'internationalisation de la Ruhr, mais une internationalisation plutôt occidentale, sans participation de l'Union soviétique, fixant des droits de regard et des droits de disposition sur les matières premières⁵⁶. Le charbon de la Ruhr, symbole de la puissance économique et militaire allemande, représentait à la fin des années 30 les deux tiers des importations charbonnières d'une France, première importatrice mondiale de l'«or noir». Une reconstruction rapide et une modernisation profonde de l'industrie française devrait s'avérer impossible – ni le Quai d'Orsay ni les ministères techniques n'en doutaient – sans les fournitures massives du charbon de la Ruhr, l'apport sarrois étant, quantitativement comme qualitativement, plus symbolique qu'effectif dans cette perspective⁵⁷.

Bidault s'enthousiasmait chaque fois qu'il constatait des progrès. L'échelle mobile charbonnière p.e. «arrachée» aux anglo-américains pendant la conférence de Moscou en printemps 1947 lui semblait un franc succès qui, pour la première fois, garantissait «que nous ayons une participation proportionnelle sur la production des charbons occidentaux de l'Allemagne»⁵⁸. Les accords de Londres de juin 1948 sur le statut de l'Allemagne de l'ouest, entérinant l'établissement d'une autorité internationale pour contrôler la production et la répartition du charbon et de l'acier de la Ruhr, lui paraissaient une sorte de consécration de ses efforts en politique allemande. Entamée avec de faibles moyens et sur des bases peu sûres, «nous avons abouti à quelque chose que j'estime pour ma part à environ 50%» de ce qu'on revendiquait au début⁵⁹. Donc, bilan globalement positif pour lui. Par rapport aux positions maximalistes et officielles la France devait, évidemment, faire de considérables concessions, or, par rapport à ce qu'on croyait pouvoir obtenir en réalité, la balance semblait loin d'être tout à fait déficitaire.

Sans parler des aspects difficilement mesurables en politique intérieure, il faudrait énumérer les réalisations suivantes: autorité internationale de la Ruhr; rattachement économique de la Sarre à la France; deuxième pays dans la course aux aides Marshall, derrière la Grande-Bretagne, mais largement devant l'Allemagne occi-

54 Cf. interview Bidault dans le Sunday Times, 11.11.44, AN 457 AP 61; Instructions Bidault à Massigli sur les conditions à imposer à l'Allemagne, 28.11.44, AMAE Y (1944/49) 278.

55 Cf. entretien Bidault/Bevin au Foreign Office, 10.09.45, AN 457 AP 78, où il qualifiait le danger allemand de «mythe commode»; par contre, dans un discours à Lille, publié dans: L'Aube, 09.04.46, l'Allemagne restait «le problème n°1 de notre histoire».

56 Cf. p.e. résumé d'une conversation Bidault/Bevin à Chequers, 15.09.45, AN 457 AP 78. Pour ce qui est le rôle de l'URSS dans un règlement international éventuel, cf. télégrammes Bidault à de Gaulle, 27. et 28.09.45, AN 457 AP 6.

57 Cf. p.e. Gaston Cusin, Secrétariat général du CEI, Note sur la situation et la conjoncture économiques en Janvier 1946, SAEF 5 A 12.

58 Cf. commission exécutive du MRP, 02.05.47, AN 350 AP 45; SAAN Com.Aff.Étr. 14.05.47, 09.08.47 et 19.11.47.

59 Cf. SAAN Com.Aff.Étr. 09.06.48; JORF, Débats, 11.06.48, p. 3455–3461; Conseil des ministres, 08.06.48, dans: Vincent AURIOL, Journal du septennat, t.2: 1948, Paris 1974, p. 258–259; Commission exécutive du MRP, 24.06.48, AN 350 AP 46.

dentale; la résolution Vandenberg et l'espoir fondé de voir les États-Unis s'engager militairement à long terme sur le vieux continent; contrôle des délibérations constitutionnelles allemandes avec décentralisation politique assurée; statut d'occupation approuvé pour régler les relations entre un gouvernement ouest-allemand et les autorités alliées⁶⁰. Des résultats existaient. Et ne faudrait-il pas au moins souscrire à ce qu'écrivait Claude Bourdet en juin 1948 dans *Combat*: »Nous avons rarement été tendres pour la politique étrangère française ... Mais aujourd'hui M. Georges Bidault devient un peu trop aisément le bouc émissaire ... Et il serait par ailleurs facile à M. Bidault ... de répondre qu'il fait précisément la politique, souvent absurde, que lui impose le rapport des forces en France et les préjugés de ses concitoyens.«⁶¹

Pour le ministre des Affaires étrangères il y avait succès relatif et continuité certaine en politique allemande, pour tous ceux qui ne connaissaient que les exigences maximalistes et les prenaient au sérieux, pour tous ceux qui n'étaient au courant ni des débats internes ni des directives secrètes plus réalistes, il y avait rupture déchirante et échec cinglant en 1947/48. Mais ces résultats auraient-ils pu être obtenus grâce à d'autres stratégies, sans une lutte acharnée et crédible, basée sur des revendications maximalistes vis-à-vis de l'Allemagne pendant trois ans?

Mais justement, cette stratégie de négociation vis-à-vis des alliés quand et comment voyait-elle le jour, et jusqu'à quel moment s'avérait-elle relativement profitable à la France?

C'est dès l'été 1945 que s'amorçait une sorte de mécanisme de négociation diplomatique franco-américain reposant, côté français, sur l'utilisation des forces du faible, dans ce cas précis sur l'emploi des positions maximalistes en matière allemande sur fond d'une situation socio-économique hexagonale plus que préoccupante. Côté américain, ce mécanisme, rendu évident aux dirigeants français lors des pourparlers à Washington en août 1945, contenait des éléments qui devraient se révéler plutôt payant pour la France pendant les années suivantes compte tenu des circonstances: une sympathie à peine déguisée du département d'État vis-à-vis de la France et des Français; des divergences d'appréciation assez nettes à l'intérieur de l'administration américaine concernant les problèmes européens; une importance prodigieuse attachée outre-Atlantique à une France forte et prospère en Europe; une peur, en croissance constante, de l'influence communiste en France sur les décisions gouvernementales et une disposition, ouvertement affichée déjà en été 1945, de bien vouloir

60 Pour les relations franco-américaines d'après-guerre, les structures de dépendance mutuelles, les négociations entre »fort« et »faible« ainsi que les résultats en matière allemande et européenne, cf. HÜSER (voir n. 1) p. 657-698 ainsi que Irwin M. WALL, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris 1988; Norbert WIGGERSHAUS, Roland G. FOERSTER (Éd.), *Die westliche Sicherheitsgemeinschaft 1948-1950. Gemeinsame Probleme und gegensätzliche Nationalinteressen in der Gründungsphase der Nordatlantischen Allianz*, Boppard 1988 ainsi que Francis H. HELLER, John GILLINGHAM (Éd.), *NATO. The foundation of the Atlantic Alliance and the integration of Europe*, Londres 1992, notamment les articles de Pierre GUILLEN, Lawrence S. KAPLAN, Wolfgang KRIEGER, Pierre MÉLANDRI, Klaus SCHWABE et Irwin M. WALL; *Le Plan Marshall et le relèvement de l'Europe*. Colloque tenue à Bercy les 21, 22 et 23 mars 1991, Paris 1993, en particulier les articles de Florence DESCAMPS, Charles S. MAIER et Pierre MÉLANDRI.

61 Claude Bourdet, *Parler aux peuples*, dans: *Combat*, 05.06.48.

compter avec des difficultés intérieures françaises ainsi qu'avec des épreuves électorales des partis non-communistes⁶².

A partir de ce moment-là il se manifestait que des attitudes maximalistes en matière allemande valaient la peine d'être monnayées, non seulement en politique intérieure mais aussi en politique extérieure, vu des structures de dépendance entre la France et les États-Unis non pas unilatérales mais mutuelles. Pouvait s'inaugurer désormais un schéma de chantages allemands réciproques: Les dirigeants américains, par une politique de crédits en doses homéopathiques, pouvaient d'une part perpétuer la dépendance financière structurelle de la France; d'autre part ils se trouvaient, à court terme, dans l'impossibilité d'user volontiers de leur puissance pour faire politiquement pression sur les autorités françaises ou pour agir directement sur les décisions gouvernementales. A moins de courir le risque de voir des objectifs en Europe occidentale contrecarrés par une impulsion supplémentaire à un PCF déjà hégémonique et anti-allemand. L'argumentation du »oui, mais...«: oui, on aimerait bien harmoniser nos politiques allemandes, mais l'opinion germanophobe, le parti communiste en quête de pouvoir, les Français désenchantés par des provisoires sans fin ne le permettent pas encore ..., devenait le droit fil tactique des négociations internationales, déjà fructueuses pendant des campagnes électorales pratiquement ininterrompues entre avril 1945 et décembre 1946⁶³.

Le maître inégalé dans la mise en scène du pouvoir du faible sur le fort se nommait Georges Bidault. Sa devise, comme il la présentait en décembre 1950 devant la commission exécutive du MRP, n'était-elle pas »de tenir les Américains sans les perdre«⁶⁴?

Malgré de considérables changements du climat international les facteurs principaux déterminant la ligne de conduite des pourparlers diplomatiques des deux côtés restaient tout à fait valables jusqu'au milieu de l'année 1948. Par conséquent, la manière française d'agir vis-à-vis de l'Allemagne demeurerait, pendant toute cette période, imprégnée des interactions complexes entre politique intérieure et politique extérieure, entre contraintes hexagonales et instrumentalisations diplomatiques.

En France, les améliorations matérielles, sur lesquelles on comptait depuis la Libération, continuaient à se faire attendre. Le gouvernement »Ramadier-Ramadiète« devait même réduire en 1947 les rations journalières de pain de 300 à 250 grammes en mai, de 250 à 200 grammes en août, à 75 grammes de moins que le niveau le

62 Cf. Maurice Dejean, Note, 17.08.45, AMAE Y (1944/49) 19; Conversation entre M. Georges Bidault et M. James F. Byrnes, Washington D.C., 23.08.45, *ibid.*; Compte rendu des conversations de Gaulle/Truman, 22.08.45, *ibid.*; Note de l'audience donnée par M. Byrnes à M. Bidault, 24.08.45, AMAE PAAP 217/59; MAE, Dir.Amér., Conversations à Washington et à New York sur certains problèmes européens, 31.08.45, *ibid.*; Lettre Chauvel à Massigli, 02.09.45, *ibid.*

63 La liste de ces essais de chantages respectifs entre les États-Unis et la France est effectivement longue. Un excellent exemple serait l'affaire de l'augmentation du niveau de l'industrie allemande en été 1947, déclenchée par les accords Clay-Robertson en juillet. Chaque côté subissait en quelque sorte les contraintes de l'autre. Chaque côté était au courant de la stratégie de l'autre. Chaque côté était conscient des concessions à devoir faire vis-à-vis de l'autre. Et chaque côté tentait de les monnayer le mieux possible. Cf. en premier lieu les archives privées de Georges Bidault, AN 457 AP 80 ainsi que FRUS 1947 (II) p. 991-1042.

64 Commission exécutive du MRP, 07.12.50, AN 350 AP 49.

plus réduit depuis septembre 1940, engendrant des révoltes du ventre creux un peu partout en France ainsi que des grèves de ravitaillement dans l'industrie⁶⁵. En économie, la situation charbonnière, base du redressement industriel français, continuait à préoccuper au premier degré la classe politique, et les fournitures de charbon intéressaient les Français toujours – pour parler avec Jean Chauvel – «exactement autant que le bifteck.»⁶⁶ En politique, la stabilisation continuait à ne pas être assurée; au contraire, le retraitement des ministres communistes du gouvernement, début mai 1947, faisait accroître les oppositions parlementaires et extra-parlementaires du PCF qui prenait en sandwich, avec les gaullistes rassemblés en RPF depuis avril, la IV^e République⁶⁷.

Au Quai d'Orsay, le ministre des Affaires étrangères continuait à essayer de transformer les crises hexagonales, p.e. les grèves insurrectionnelles fin 1947 véhiculées par la presse parisienne anti-communiste et un ambassadeur américain ahuri, en atout de politique extérieure. Le but demeurait de se faire payer, sous forme d'aides financières et de concessions en politique allemande, chaque écart français des positions maximalistes défendues depuis toujours⁶⁸. Les États-Unis, en dépit du poids géostratégique plus important de l'Allemagne occidentale en pleine guerre froide, continuaient à considérer une France forte et moderne comme indispensable à la paix et à l'équilibre futurs du vieux continent. L'énorme supériorité américaine en moyens de puissance restait donc peu appropriée aux chantages à court terme ou aux immixtions directes en politique intérieure⁶⁹.

Ce n'était qu'avec une guerre froide aggravée par les événements à Prague et à Berlin, qu'avec le rattachement économique de la Sarre consommé, qu'avec les premiers dollars versés en vertu du plan Marshall, qu'avec l'autorité internationale de la Ruhr établie, qu'avec l'engagement militaire américain en Europe assuré, que fissaient, finalement, les piliers de la stratégie de négociation de Georges Bidault⁷⁰.

Pour résumer brièvement notre propos sur la politique allemande de Charles de Gaulle et Georges Bidault il semble évident qu'il faille apporter des nuances au tableau traditionnellement brossé des deux. Nuances incontestables pour Bidault, à un moindre degré et, surtout, plus difficilement cernable pour de Gaulle. De toute

65 Cf. *L'Année politique 1947*, Paris 1948, p. 73-74, 103-104, 162, 176-177 et 183-184.

66 Lettre Chauvel à Massigli, 25.02.47, AMAE PAAP 217/55.

67 Pour la perception des socialistes, cf. discours de Léon Blum, Grand meeting socialiste au vélodrome d'hiver, FNSP-AHC Papiers Léon Blum 4 BL 4 Dr.1 ou l'analyse de Paul Ramadier, Comité directeur, Réunion du 22 octobre 1947, OURS SFIO Com.dir. 4 (1947/48). Plus général Serge BERTSTEIN, *Le parti communiste français et de Gaulle sous la IV^e République: confrontations et convergences*, dans: Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR (Éd.), *50 ans d'une passion française, De Gaulle et les communistes*, Paris 1991, p. 79-95.

68 Cf. p.e. note pour le ministre, *Conversations franco-américaines sur l'Allemagne*, 20.08.47, AN 457 AP 62.

69 Cf. lettre Charles P. Kindleberger à sa femme Sarah Miles sur les conversations Bidault/Dulles à Moscou, 30.03.47, dans: Charles P. KINDLEBERGER (Éd.), *The German economy 1945-1947*, Charles P. Kindleberger's letters from the field, Westport/Londres 1989, p. 160-161; JCS 1769/1, *United States assistance to other countries from the standpoint of national security*, 20.04.47, dans: Thomas H. ETZOLD, John Lewis GADDIS (Éd.), *Containment, Documents on American policy and strategy 1945-1950*, New York 1978, p. 71-83 (73-74).

70 Pour les événements de l'année 1948 dans le contexte franco-allemand, cf. Cyril BUFFET, *Mourir pour Berlin. La France et l'Allemagne 1945-1949*, Paris 1991.

façon, les images noires ne correspondent pas à la réalité historique, ni pour l'un ni pour l'autre.

Le gris à ajouter repose en particulier sur une analyse d'ensemble des contraintes et des chances intérieures et extérieures de la politique française vis-à-vis du pays voisin. Elle met en lumière, dès fin 1945/début 1946, l'esquisse d'une «double politique allemande» confirmée au cours des mois suivants, dont l'une, maximaliste et officielle, visait l'opinion française et les alliés anglo-américains, et dont l'autre, plus réaliste, concernait les débats au sein du gouvernement sur les buts accessibles en et envers l'Allemagne. C'est à cette politique officieuse, à ces objectifs réels et non pas aux attitudes maximalistes réitérées qu'il faut se rapporter pour trouver des réponses convenables aux questions fondamentales sur la continuité et le bilan de la politique allemande française entre 1944 et 1950.

Donc, une image plus contrastée que noire pour de Gaulle et Bidault; et une image, par contre, plus contrastée que blanche pour Robert Schuman?

Robert Schuman

Robert Schuman était né en 1886 à Luxembourg, étudiant en droit aux universités de Bonn, Munich, Berlin et Strasbourg, avocat dans Metz annexé avant la grande guerre, député chrétien-démocrate mosellan après; en juillet 1940 il votait les pleins pouvoirs à Pétain avant d'être emprisonné pour avoir protesté contre les expulsions des Lorrains par les Allemands, puis s'échappait et entrait dans la clandestinité en 1942; en octobre 1945, Schuman retrouvait son siège au Palais Bourbon et devenait, sur recommandation de Pierre Mendès France, ministre des finances dans les gouvernements Bidault et Ramadier en 1946/47 où il tâchait de trouver le chemin étroit entre nécessités économiques et contraintes sociales; il se voyait nommé président du conseil en novembre 1947 et ministre des Affaires étrangères en juillet 1948. Le passé personnel, largement imprégné des conflits franco-allemands depuis la guerre de 70, portait-il Robert Schuman, d'une manière automatique, vers une politique créative de réconciliation entre les deux peuples après la guerre de 40? Il semble bien que non...

Avant d'être promu chef du Quai d'Orsay aucune manifestation, à une exception près, nous est transmise de sa part qui pourrait faire croire à une désapprobation générale de la politique allemande de son prédécesseur⁷¹. Cette exception concerne la question sarroise, et elle éclaire fort bien le dosage délicat entre intérêts nationaux et intérêts lorrains qui caractérisait l'action de Schuman.

En fait, il s'agissait d'un débat d'automne 1947 sur l'introduction du franc français en Sarre et sur le taux de change à prévoir pour cette opération. Pendant trois mois, Schuman se trouvait, finalement sans succès, en opposition flagrante avec ses collègues au conseil des ministres mais en parfait accord avec l'opinion publique lorraine⁷². Celle-ci avait stigmatisé, dès 1945, un prétendu traitement de préférence concédé à la Sarre et le bien-être relatif de sa population par rapport aux Lorrains, et on

71 Cf. p.e. lettre Schuman à Bidault, 07.03.47, SAEF B 8788.

72 Cf. lettre personnelle Koenig à Schuman, 21.07.47, AMAE PAAP 73/10; Conseils des ministres, 24.09. et 14.11.47, dans: AURIOL (voir n. 59) t.1: 1947, Paris 1970, p. 448-449 et 543; SAAN Com. Fin. et DAS Com.Aff.Étr. 14.11.47.

craignait en cas d'introduction du franc de l'autre côté de la frontière »une véritable invasion de la Moselle des Sarrois, qui appauvrirait les marchés de la région frontalière au détriment de la population autochtone«⁷³.

Faut-il encore rappeler le tohu-bohu au Palais Bourbon le 29 novembre 1947 lorsque Schuman, président du conseil depuis cinq jours, entrait en séance et se voyait attaqué instantanément par Duclos: »Voilà le boche«, par Ramette: »Où étiez vous soldat en 1914« ou encore par Tillon: »Schuman au poteau«, pour illustrer les handicaps à surmonter face à une opinion germanophobe qui se plaisait à assimiler Alsaciens-Lorrains et Allemands⁷⁴. Et d'ailleurs, ne devait-il pas prendre une année sabbatique à la Libération pour cause de rumeurs collaborationnistes et attendre l'arrêt de la Haute-Cour en septembre 1945 pour revenir à la politique⁷⁵?

Tout cela pour signaler que Schuman, en juillet 1948, ne se trouvait peut-être pas en posture idéale pour suivre, immédiatement, les sentiers battus par Georges Bidault après la conférence de Londres. Se proposait-il donc une politique plutôt dure vis-à-vis de l'Allemagne parce qu'il aspirait à se profiler nationalement et à faire mentir ses critiques, ou parce qu'il y croyait vraiment, ou parce que le redressement économique de l'Allemagne occidentale risquait, suite aux conséquences de plus en plus perceptibles des bouleversements internationaux, de s'effectuer plus vite que celui de la France? Vraisemblablement, chacun de ces trois facteurs jouait un rôle non négligeable.

Comment les aspects principaux de la politique allemande de Robert Schuman se présentaient-ils donc entre juillet 1948 et mai 1950? Dans quels domaines y avait-il plutôt concordance par rapport à la politique et à la stratégie de Georges Bidault, où y avait-il plutôt discordance?

En fait, les approches et les actions assez concordantes ne manquaient point et renvoient, encore une fois, au poids énorme des circonstances: priorité absolue d'un règlement satisfaisant du problème de la Ruhr; différenciation entre discours privé et discours public; interactions entre politique intérieure et politique extérieure; instrumentalisation des crises hexagonales en vue de négociations internationales, etc. Il ne faut pas y revenir plus longuement. Pourtant, à côté des secteurs où les parallèles l'emportaient, et sans vouloir transformer le Schuman classique, présumé constructif en matière allemande, en décideur machiavélique, force est de constater qu'au début ses approches n'apparaissaient point moins ambiguës que celle de Bidault, dans quelques domaines même plus traditionnelles.

Regardons par exemple son attitude concernant l'organisation politique de l'Allemagne future où il rejetait catégoriquement tout pouvoir centralisé. Sur cette question il était »très proche des idées de de Gaulle«, beaucoup plus proche en tout cas que des conceptions de son prédécesseur au Quai d'Orsay. En avril 1948, il déclarait à Poitiers qu'»un pouvoir centralisé signifierait pour l'Allemagne la tentation, et pour nous-mêmes une permanente et progressive menace de revanche d'abord, d'impérialisme belliqueux ensuite.«⁷⁶ Une défense, à ses yeux trop molle, du point de vue offi-

73 Cf. RP Moselle 04.11. et 15.12.46, AN F1cIII 1222.

74 Cité par Jacques FAUVET, Histoire du parti communiste, t.2: 1939-1965, Paris 1965, p. 206.

75 Cf. RP Moselle 03.09.45, AN F1cIII 1222.

76 Discours de M. Robert Schuman à Poitiers, 18.04.48, dans: L'Année politique 1948, Paris 1949, p. 329-331; POIDEVIN (voir n. 3) p. 190.

ciel français sur la décentralisation allemande de la part de Bidault motivait d'ailleurs en grande partie le mécontentement des recommandations de Londres de juin 1948 que manifestait Schuman en privé⁷⁷.

Regardons ensuite le problème des réparations et des démontages, domaine de mobilisation publique de premier ordre. Là aussi, on cherche en vain des prises de position aussi vigoureuses de Bidault par rapport à son successeur. Seulement quatre jours après son entrée en fonction au Quai d'Orsay, le 30 juillet 1948, il donnait l'ordre impératif aux autorités françaises à Baden-Baden de procéder le plus vite possible au démontage des usines allemandes prévues par la liste révisée de l'agence interalliée des réparations au début du mois. Devant la commission des affaires étrangères il insistait, à plusieurs reprises, sur l'intérêt primordial de la France »d'obtenir le potentiel de fabrication qui existe non seulement pour des usines de guerre proprement dites, mais aussi d'autres usines qui pourraient servir à compenser les pertes que notre économie nationale a subies.«⁷⁸ Ce n'était qu'en novembre 1949 qu'il attirait l'attention sur la valeur économique limitée des usines démontées, puisqu'«au moment où nous recevons des équipements de l'Amérique, au vertu du plan Marshall, l'industriel n'est plus aussi pressé qu'en 1945 ou en 1946 de se procurer un matériel qui a été abîmé par suite du démontage, de l'emballage, du transport, etc.»⁷⁹ En fait, les réparations allemandes avaient repris valeur de symbole dans une situation où l'idée d'une Allemagne économiquement plus forte que la France, seulement quatre années après la guerre, traumatisait les esprits de toute la classe politique française, y compris Robert Schuman. Pourtant faut-il insister sur les effets équivoques et non pas univoques de la guerre froide sur la position française dans les négociations diplomatiques avec les États-Unis: D'une part, aucun doute sur le poids géostratégiquement plus important de l'Allemagne de l'ouest dans un monde partagé en deux, à titre d'avant-poste de l'anticommunisme occidental face au bloc de l'est; d'autre part, aucun doute non plus sur l'improbabilité d'un désengagement financier et militaire des États-Unis au détriment du »pays clé« que représentait la France »pour l'intégration politique et économique de l'Europe non-soviétique«⁸⁰. Et aucun doute non plus sur le maintien possible d'une stratégie de négociation jouant sur le danger communiste hexagonal et les positions maximalistes en matière allemande. Et une telle stratégie paraissait d'autant plus indispensable aux yeux de Schuman comme de tant d'autres acteurs français que l'impératif catégorique français de la sécurité et la paix européennes futures, à savoir une suprématie économique durable de la France par rapport au voisin, restait toujours en suspens. Par quel levier l'atteindre encore, sinon par un accord sur la Ruhr.

Toutefois, le plan Schuman, prétendu tournant des relations franco-allemandes d'après-guerre et début de la réconciliation, comment s'intégrait-il et dans l'image contrastée de Robert Schuman peinte jusqu'alors et dans les desseins français de l'immédiate après-guerre en matière allemande?

77 Cf. conseil des ministres, 16.08.48, dans: AURIOL (voir n. 59) p. 269–270.

78 Cf. échange de télégrammes Koenig/Schuman, 28.07. et 30.07.48, AMAE Y (1944/49) 372.

79 Cf. SAAN Com.Aff.Étr. 09.11.49.

80 Cf. p.e. policy statement of the Department of State, 20.09.48, FRUS 1948 (III) p. 651–659 (652); Lettre Robert Lovett à Averell Harriman, 03.12.48, *ibid.* p. 300–310 (306); télégramme Dean Acheson à David Bruce, 19.10.49, FRUS 1949 (IV) p. 469–472 (470).

Sans vouloir sous-estimer des facteurs conjoncturels ayant contribué à l'ébauche du projet de la communauté européenne du charbon et de l'acier, annoncé le 9 mai 1950 par Schuman, force est de constater que cette initiative se trouvait à bien des égards dans le droit fil des conceptions françaises antérieures vis-à-vis du pays voisin⁸¹. Continuité des priorités en politique intérieure: incitation des chefs d'entreprises à la modernisation industrielle et intellectuelle par une concurrence accrue de l'extérieur; continuité des objectifs en politique allemande: domptage et contrôle organique du potentiel industriel allemand ayant pour but une suprématie économique en Europe occidentale; continuité des préoccupations essentielles, du moins dès la fin de l'année 1945: influence sur la production et la répartition du charbon et de l'acier de la Ruhr; continuité des interactions entre politique intérieure et politique extérieure: le plan Schuman, dans cette lignée, en tant qu'essai de résoudre des problèmes proprement français, un essai d'instrumentalisation de la supranationalité en faveur des intérêts nationaux; continuité de l'approche: initiatives en politique allemande nées des contraintes tâchant de faire de nécessité vertu; continuité, enfin, des ambivalences: actions oscillant toujours entre tradition et innovation, entre orthodoxie habituelle et orientation nouvelle.

Si bouleversement il y avait, de par la proposition du ministre des Affaires étrangères français, c'était moins sur le fond que sur la forme: elle consistait surtout à en assumer la responsabilité à une époque où il ne devait pas se faire trop d'idées sur le peu de popularité que rencontrerait sa suggestion dans l'opinion publique en général, dans les milieux industriels en particulier. Georges Bidault aurait-il pris, en tant que chef du Quai d'Orsay, une telle initiative en mai 1950⁸²? Malheureusement, on ne peut pas savoir. Mais Robert Schuman aurait-il, de son côté, pris le risque, en juin 1948, de se faire virer en acceptant les recommandations de Londres⁸³? On ne peut pas savoir non plus.

Ce qu'on peut savoir, par contre, pour résumer brièvement notre propos sur Bidault et Schuman, c'est que la popularité durable des hommes politiques et l'image qu'ils laissent dans la mémoire collective ne dépend pas toujours de leurs prestations gouvernementales, mais aussi de circonstances et de coïncidences de toutes sortes, du train de vie⁸⁴ au devenir en politique. Là aussi, les images divergentes, noire pour Bidault et blanche pour Schuman, ne correspondent pas à la réalité historique, les différences d'approche et de politique vis-à-vis de l'Allemagne d'après-guerre se mesurant en transitions et non pas en ruptures, en nuances et non pas en oppositions frappantes.

81 Cf. notamment John GILLINGHAM, *Coal, steel, and the rebirth of Europe 1945-1955. The Germans and the French from Ruhr conflict to economic community*, Cambridge 1991, p. 149 et 153-154 ainsi que Gilbert TRAUSSCH, *Der Schuman-Plan zwischen Mythos und Realität. Der Stellenwert des Schuman-Planes*, dans: Rainer HUDEMANN, Hartmut KÄELBLE, Klaus SCHWABE (Éd.), *Europa im Blick der Historiker, Europäische Integration im 20. Jahrhundert: Bewußtsein und Institutionen* (sous presse).

82 Quoi qu'il en soit, à Londres, on qualifiait la proclamation du plan Schuman de «result of collaboration between M. Bidault and M. Monnet»; cf. Record of meeting at n°1 Carlton Gardens, 10.05.50, DBPO II/I, p. 5-7.

83 D'après l'ambassadeur américain Caffery, à part Bidault «there is no one else in sight who will openly and publicly defend the recommendations»; cf. télégramme Caffery à Marshall, 07.06.48, FRUS 1948 (II) p. 321.

84 Pour une description du mode de vie de Bidault, cf. Jacques DALLOZ, *Georges Bidault. Biographie politique*, Paris 1992, p. 97-100.

Continuité et bilan de la politique française

Concluons sur deux brèves remarques. D'abord, il nous semble que les éléments de continuité, sur le plan des structures, des personnes et des conceptions, sont bien présents en dessous des ruptures à la fois officielles et superficielles dont la conférence de Moscou en mars/avril 1947 reste toujours le meilleur exemple. A la condition de ne pas confondre »continuité« et »identité« ce sont, à bien des égards, les années 1944 à 1946 qui constituent la période clé de l'époque, génératrice des évolutions à venir. Il ne peut pas être question d'une révision déchirante de la politique française sous pression américaine en 1947/48 si on y applique le critère des buts réels au lieu des positions maximalistes. Tenant compte d'une »double politique allemande« à partir de fin 1945, confirmée au cours de l'année 1946, il s'agit, à la limite, d'un éloignement graduel de sa façade officielle, au sens et aux chances duquel les décideurs ne croyaient plus depuis longtemps.

Ensuite, comme pour chacun de nos trois protagonistes, le bilan de la politique française vis-à-vis de l'Allemagne entre 1944 et 1950 ne se présente ni noir ni blanc, mais contrasté. Certes, l'objectif suprême des acteurs, la garantie d'une prépondérance industrielle permanente vis-à-vis du voisin, n'a pas été atteint, le projet Schuman en étant d'ailleurs la meilleure preuve.

Pourtant, la »double politique allemande« contribuait, entre autres, au redressement moral et économique du pays. Plus précisément, elle contribuait, grâce à un discours germanophobe, à redonner confiance aux Français après les »années noires« et, moyennant les aides Marshall, à élargir les bases d'une modernisation socio-économique sans précédent en France, les »trente glorieuses«. En Allemagne occidentale même s'établissait en mai 1949 un régime démocratique et fédéral, loin de pouvoir dissiper toutes les craintes d'outre-Rhin, mais loin aussi de l'image traditionnelle du Reich centralisé. Le mois précédent, la France avait signé le pacte atlantique, le statut d'occupation et le statut de la Ruhr gardant ainsi des droits économiques et politiques vis-à-vis de la future République fédérale ainsi qu'une protection et une aide militaires transatlantiques. C'est dans ces conditions que le plan Schuman jetait les bases d'une suprématie française non pas économique mais politique en Europe occidentale pendant au moins une quarantaine d'années.

Les négociations internationales ne s'étaient point soldées que par des échecs cuisants. Georges Bidault n'avait-il pas déclaré devant la commission des affaires étrangères du Conseil de la République en février 1947 qu'«il serait sans doute présomptueux d'imaginer qu'on puisse, dans une négociation, gagner cent pour cent de ce qu'on demande. Mais ce qui, en revanche, est certain, c'est qu'on perdra cent pour cent de ce qu'on demande si à l'origine on commence par s'aligner sur le partenaire..., je vous ai dit que nous n'obtiendrons pas cent pour cent, mais si l'opinion publique nous aide suffisamment et si nous faisons preuve de ténacité sur ces points essentiels, nous ne céderons pas cent pour cent.»⁸⁵ En fait, on a pas cédé 100%. Loin d'être globalement positif, le bilan n'est pas non plus globalement négatif.

85 Cf. DAS Com.Aff.Étr. 26.02.47.

N'ayant rien d'apologétique ni de rétrospectif, une telle interprétation signale néanmoins que le rapprochement franco-allemand ne date pas précisément du début des années 50. Une diffamation globale de l'avant ne rend guère plus compte de la réalité historique complexe d'après-guerre qu'une mystification de l'après sous toutes ses formes réitérées depuis. Sans doute ce fameux couple franco-allemand est-il devenu une réalité de plus en plus tangible mais n'est-il pas resté, en même temps, bourré d'arrière-pensées antagonistes des deux côtés⁸⁶. Car à aucun moment, et malgré de grandes différences des constellations respectives, les rapports entre la France et l'Allemagne se réduisaient aux aspects bilatéraux propres: Toujours s'agissait-il de définir le rôle français sur la scène européenne et mondiale d'une part, et d'insérer les Allemands dans un ordre européen pacifique de l'autre⁸⁷. En 1944/45 comme en 1950, en 1963 comme en 1989 et, probablement, bien au-delà ...

86 Dans ce sens Georges-Henri SOUTOU, *France-Allemagne 1870–1963*, dans: Henri MÉNUDIER (Éd.), *Le couple franco-allemand en Europe*, Paris 1993, p. 17–25.

87 Dans ce sens Wilfried LOTH, *Vierzig Jahre deutsch-französische Verständigung – Realität oder Mythos?* dans: *Deutsch-Französisches Kulturinstitut Essen* (Éd.), *Deutschland-Frankreich, Höhen und Tiefen einer Zweierbeziehung*, Essen 1988, p. 203–217.